



Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information.
Transmettez l'original à la DDT ou DDTM du lieu de situation de votre propriété forestière et conservez un exemplaire.

N° de dossier OSIRIS :

Date de réception : | | | | | | |

N° SIRET : | | | | | | | | | | | | | | | |

attribué par l'INSEE - formalité obligatoire à réaliser auprès du Centre de formalités des Entreprises (CFE) de la Chambre départementale d'agriculture

CIVILITE : (le cas échéant) ☐ Madame ☐ Mademoiselle ☐ Monsieur

STATUT JURIDIQUE : _____
(propriétaire privé, groupement forestier, coopérative, ASA, ASL, collectivité, groupement de collectivités, établissement public, ONF pour les forêts domaniales, association loi 1901, autre)

NOM de naissance du demandeur, du mandataire en cas d'indivision, ou RAISON SOCIALE pour les personnes morales :

NOM d'usage du demandeur, du mandataire en cas d'indivision, ou APPELLATION COMMERCIALE pour les personnes morales : *(le cas échéant)*

Prénom :

Pour les personnes morales :

NOM du représentant légal : |

[illegible]

NOM, Prénom du responsable du projet (si différent) : |

FONCTION du responsable du projet :

COORDONNEES DU DEMANDEUR (personne physique ou morale)

Ne pas compléter si vos coordonnées sont déjà connues de la DDAF ou DDEA destinataire du présent dossier.

Adresse: _____
permanente du demandeur

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

Téléphone portable : | | | | | | | | | |

N° de télécopie : | | | | | | | | | | Mél : | | | | | | | | | |

CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR *(Cocher les cases)*

☐ Demandeur public ☐ Demandeur privé

Le demandeur est propriétaire des terrains où se situe le projet

☐ Oui ☐ Non

En cas d'indivision, appellation courante de l'indivision : _____ Nombre de co-indivisaires : | |

COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE (Cocher les cases)

☐ Vous avez un compte bancaire unique ou plusieurs comptes bancaires pour le versement des aides. La DDT ou DDTM connaît ce(s) compte(s) et en possède le(s) RIB. Donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de la présente aide, ou bien joindre un RIB :

Code établissement | | | | | Code quichet | | | | | N° de compte | | | | | clé | |

☐ Vous avez choisi un nouveau compte bancaire : joindre obligatoirement un RIB.

COORDONNEES DU MAITRE D'OEUVRE

Si l'étude du projet, la réalisation et le suivi des travaux sont confiés à un maître d'œuvre autorisé (expert forestier, salarié de coopérative agréé, ingénieur ou technicien de l'ONF, ingénieur ou technicien d'un union d'ASA, autres), indiquer ses coordonnées.

Nom : prénom :
 Qualité :
 Adresse :
 Code postal : | | | | | | Commune :
 ☎ : | | | | | | | | | | Téléphone portable : | | | | | | | | | |
 N° de télécopie : | | | | | | | | | | Mél :

CARACTERISTIQUES DU PROJET

a1) Nature et descriptif succinct du projet (intitulé, présentation synthétique de l'opération, objectifs, quantités globales) :

a2) Description des opérations LOCALISEES AU SIEGE DU DEMANDEUR :

Nature	Objet	Lieu	Durée (jour)	Nombre de participants
Actions d'animation et d'information				
Actions de formation				
Projets de démonstration				

Nature	Quantité
Matériels de surveillance et de communication	nb
Formalités administratives liées à la pérennisation des pistes et des ouvrages	, km et nb
Opération de cartographie des zones à risques	☐
Base de données des équipements préventifs	☐

a3) Description des autres opérations (à localiser sur plan au 1/25 000 et plan cadastral):

Dans le cas d'un projet situé sur plusieurs communes, désignation de la commune portant la surface la plus importante :

Nature		Création	Amélioration
Routes et pistes		, km	, km
Points d'eau (autres – préciser)	Citerne-Bassin	nb	nb
	Poteau-Bouche	nb	nb
	Point naturel	nb	nb
		nb	nb
Système de surveillance fixe	Tour de guet-Vigie	nb	nb
	Vidéosurveillance	nb	nb

b) Calendrier prévisionnel des investissements

➤ Date prévisionnelle de début du projet : (mois, année)

année de réalisation des travaux	dépense prévisionnelle HT correspondante (€)
TOTAL des dépenses HT prévues (€)	

➤ Date prévisionnelle de fin du projet : (mois, année)

DEPENSES PREVISIONNELLES D'APRES DEVIS

a) Dépenses y compris celles des formalités administratives liées à la pérennisation juridique des ouvrages, et hors études préalables et maîtrise d'œuvre (y compris les formalités administratives liées à la pérennisation juridique des ouvrages)

Reprendre les libellés des opérations et les unités figurant dans la rubrique « caractéristique du projet »

Nature des actions ou investissements localisés ou non au siège du demandeur	Quantité	Prix unitaire HT (€)	Montant prévisionnel HT par action (€)	Fournisseur à l'origine du devis
<i>piste</i>	<i>1,65 km-</i>			
<i>Formalités administratives de pérennisation</i>	<i>10 km</i>			
		□□□□□□	□□□□□□, □□□	
		□□□□□□	□□□□□□, □□□	
		□□□□□□	□□□□□□, □□□	
		□□□□□□	□□□□□□, □□□	
		□□□□□□	□□□□□□, □□□	
		□□□□□□	□□□□□□, □□□	
montant prévisionnel HT total			□□□□□□, □□□	

b) Dépenses pour études préalables et maîtrise d'œuvre

Elles concernent les dépenses immatérielles pour les projets de travaux (études préalables et maîtrise d'œuvre hors formalités administratives liées à la pérennisation sont à globaliser. Leur montant total est éligible dans la limite des 12 % du montant HORS TAXES des travaux figurant au § a réalisés au titre de la mission confiée au maître d'œuvre).

Nature de la prestation	Prestataire à l'origine du devis	Montant prévisionnel HT par prestation (€)	observations
<i>maîtrise d'œuvre</i>	<i>nom- prénom</i>		
		□□□□□□, □□□	
		□□□□□□, □□□	
montant prévisionnel HT total		□□□□□□, □□□	
Montant prévisionnel HT TOTAL des opérations		□□□□□□, □□□	

DEPENSES PREVISIONNELLES EN REGIE

a) Frais de personnels supportés par le demandeur

Nature de l'intervention prévue	Nom de l'intervenant ⁽¹⁾	Salaire brut + Charges patronales	Temps prévisionnel consacré à cette action (en nombre de jours / an)	Nombre de jours travaillés par an pour l'agent	Frais salariaux liés à l'opération	Fiche de paie ou autre justificatif joint
			□□□□			☐
			□□□□			☐
			□□□□			☐
			□□□□			☐
TOTAL des dépenses prévues			□□□□			

b) Autres dépenses supportées par le demandeur [si déclarées éligibles en région]

Estimation des dépenses internes du demandeur pour frais de déplacement, hébergement, restauration...

Montant prévisionnel : □□□□ □□□□, □□□ €

Des justificatifs seront nécessaires pour le paiement ⁽²⁾

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financeurs sollicités	Montant HT en €
Financeurs publics (< ou = 80%) :	
Etat	_____
UE	_____
Région	_____
Département	_____
Autre (précisez) _____	_____
Sous-total financeurs publics	_____
Financeurs privés (précisez) _____	_____
Sous-total financeurs privés	_____
Auto-financement	_____
TOTAL HT général = coût du projet	_____

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

(Cocher les cases)

☐ **Je demande (nous demandons)** à bénéficier de l'aide aux opérations de défense des forêts contre les incendies (DFCI) (dispositif 226-C du Plan de développement rural hexagonal 2007-2013).

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- ☐ n'avoir pas sollicité pour le même projet d'autres crédits (nationaux ou européens) que ceux demandés par le biais de la présente demande,
- ☐ avoir pris connaissance des points de contrôle spécifiques à ce dispositif d'aide figurant dans la notice d'information annexée au présent formulaire,
- ☐ avoir pris connaissance des délais maximum de début d'exécution et de réalisation des travaux qui s'attachent à mon projet, et qui figurent dans la notice d'information
- ☐ avoir la libre disposition des terrains sur lesquels les travaux sont projetés,
- ☐ que le projet pour lequel la subvention est sollicitée n'a reçu aucun commencement d'exécution (signature de bon de commande, approbation de devis, ordre de service...) avant la date de dépôt de la présente demande.
- ☐ être à jour des cotisations fiscales et sociales (GF, GFA, GFR)
- ☐ l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,

☐ avoir pris connaissance des délais maximum qui me sont impartis pour la réalisation de mon projet, et notamment être informé que ces délais devront, le cas échéant, être réduits afin de respecter l'obligation de déposer auprès du guichet unique, au plus tard le 30 juin 2015, ma dernière demande de paiement accompagnée de l'ensemble des justificatifs.

☐ avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information N° 51402#01, notamment en ce qui concerne les délais de réalisation de mon projet et les points de contrôle

☐ Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision juridique,
- à informer la DDAF ou la DDEA de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, de mes engagements, de mon projet,
- à transmettre à la DDAF ou la DDEA la déclaration de début des travaux,
- à réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies par les textes, notamment l'arrêté régional en vigueur et la décision attributive d'aide,
- à faire appel au maître d'œuvre mentionné dans le présent formulaire pour la réalisation des travaux,
- à remplir les obligations de résultat fixées par l'arrêté régional en vigueur, et notamment de garder les ouvrages créés en état fonctionnel
- à assurer, directement ou par voie de convention, l'état fonctionnel des investissements exécutés,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2.1 l'Etat publiera au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide dans le cadre du programme de développement rural hexagonal, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette

ENGAGEMENTS SUPPLEMENTAIRES SI LE DEMANDEUR INTERVIENT AU TITRE DE L'INTERÊT GENERAL : *(Cocher les cases)*

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- ☐ avoir obtenu de la part du/des propriétaire(s) concernés l'autorisation de réaliser ces travaux sur leurs terrains,
- ☐ avoir obtenu du/des propriétaire(s) des terrains sur lesquels les travaux sont projetés, l'engagement écrit :
 - que les terrains seront affectés à la production forestière et conserveront leur vocation forestière pendant 5 ans à compter de la date à laquelle intervient la décision juridique,
 - de garantir le libre accès à la propriété aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite,
 - d'apposer une plaque comportant les éléments de publicité requis par la réglementation communautaire,
 - qu'ils n'ont pas sollicité et ne solliciteront pas à l'avenir, pour le projet réalisé sur leur terrain, d'aide publique.

ENGAGEMENTS SUPPLEMENTAIRES SI LE DEMANDEUR INTERVIENT A TITRE DE PROPRIETAIRE :

(Cocher les cases)

☐ **Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :**

- à laisser affectés à la production et à la vocation forestière les terrains sur lesquels ont été effectués les travaux ayant justifié l'octroi de l'aide pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision juridique,
- à permettre et faciliter l'accès à ma propriété forestière aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite, pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient la décision juridique,
- à apposer une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros et à installer un panneau lorsque le montant total de l'investissement dépasse 500 000 euros. Ces supports comprennent le logo européen, la mention " Fonds européen agricole pour le développement rural: l'Europe investit dans les zones rurales", ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % du support. Le lieu sera précisé dans la décision juridique attributive.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DDT ou DDT(M).

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET DOCUMENTS A PRODUIRE POUR LA CONSTITUTION DU DOSSIER COMPLET

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la DDT	Sans objet
1 exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complétés et signés par le porteur du projet	Tous	☐	☐	
Preuve d'identité				
Acte constitutif: copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture ⁽¹⁾	ASA, ASL, Associations loi 1901, Fondations	☐	☐	☐
Extrait k bis ⁽¹⁾	Sociétés civiles et sociétés commerciales, coopératives (OGEC), Groupements (sociétés civiles):GF, GFR	☐	☐	☐
Preuve de propriété				
Extrait de matrice cadastrale de l'année en cours ou acte notarié	Tous	☐	☐	☐
Preuve de représentation légale ou de pouvoir	Demandeurs non détenteurs de la propriété			
Pouvoir de tutelle ou curatelle	Tuteur légal ou curateur	☐	☐	☐
Accord sous seing privé	Usufruitier ou nu-propriétaire (<i>selon la qualité du demandeur</i>)	☐	☐	☐
Mandat des co-indivisaires, ou des co-propriétaires ou de l'époux demandeur mais non propriétaire ou de toutes personnes se partageant le droit de propriété	Mandataire	☐	☐	☐
Décision du Président ou CR d'Assemblée générale	ASA, ASL, Associations loi 1901, Fondations	☐	☐	☐
Décision du gérant ou CR d'Assemblée générale et pouvoir du co-gérant en cas de co-gérance	Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFA, GFR),	☐	☐	☐
Attestation de libre disposition des terrains	Toutes personnes publiques: collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, SDIS, GIP	☐	☐	☐
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet	Toutes personnes publiques: collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, SDIS, GIP	☐	☐	☐
Si subvention > 23 000 €	Personnes morales de droit privé			
extrait des statuts Derniers bilan et compte de résultat approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un	ASA, ASL, Associations loi 1901, Fondations, Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFR),	☐	☐	☐
Autres pièces administratives				
Relevé d'identité bancaire ⁽¹⁾	Le cas échéant	☐	☐	☐
Pièces techniques				
Plan de situation au 1/25 000 daté signé	Tous	☐	☐	
Plan de masse cadastrale daté signé avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées	Tous	☐	☐	
Devis descriptif et estimatif prévisionnel détaillé du coût des travaux par nature de dépense	Tous	☐	☐	

⁽¹⁾ Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DDAF, de la DRAF, du Conseil Régional, ou du Conseil général, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis à la DDAF/ DDEA après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire : ... / ... / Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.
- Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu de la DDAF / DDEA. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

☐ j'autorise ☐ je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. L'administration pourra fournir à toute structure publique des informations concernant les aides publiques dont j'ai déjà été bénéficiaire.

Fait à _____ le _____

Signature(s) du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires, du mandataire en cas d'indivision)